



BILAN DTA / COMPTE RENDU ENTRETIEN

Communauté de Communes Pont Audemer Val-de-Risle

Entretien conduit par : AURH – Zahir BANOUEH

Personnes rencontrées :

- Vincent TONDEUR – Directeur de l'Aménagement et des Services Techniques

Attente vis-à-vis de la DTA

CC : Le périmètre de la Communauté de Communes a changé, ce qui nécessite une révision du PLUi. Nous avons plutôt besoin d'accompagnement sur la prochaine révision du PLUi, qu'on nous alerte sur les points de vigilance à avoir au regard des objectifs de la DTA. Comment ces objectifs se traduisent dans nos territoires ?

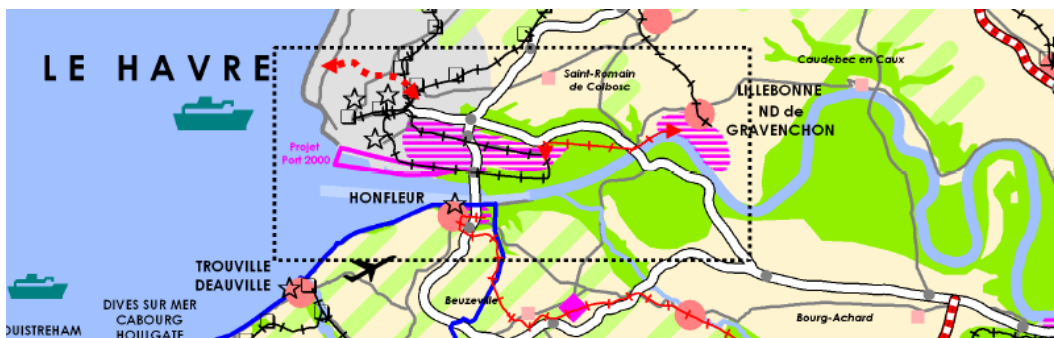
AURH : Parmi les objectifs de la DTA, le territoire n'est pas directement concerné sur le 1^{er} objectif relatif à la question portuaire. Le 2^e objectif de la DTA concerne tous les territoires car il traite de l'environnement, du paysage du Pays d'Auge, des éléments bâtis patrimoniaux... En règle générale, ces thèmes sont abordés par les PLUi. Le 3^e objectif de la DTA est relatif à l'armature du territoire et la question des déplacements.



Mai 2024

Voie ferrée Pont-Audemer > Honfleur

La DTA indique la création d'une voie ferrée jusqu'à Honfleur en traversant Pont-Audemer pour se raccrocher au faisceau existant à Brionne.



Agence d'urbanisme Le Havre - Estuaire de la Seine - 4 quai Guillaume Le Testu 76063 Le Havre cedex
aurh@aurh.fr aurh.fr [02 35 42 17 88]

Édition et réalisation AURH - Juin 2024 [PA-391 ZE]



Cette ligne existe aujourd'hui et est en état de friche, les élus souhaitent la réaménager en une voie verte. Notre volonté n'est pas raccord avec la question de la desserte portuaire du port d'Honfleur (*objectif poursuivi par la DTA*). SNCF réseau ne souhaite pas rouvrir cette ligne au regard des coûts tout comme la Région qui ne souhaite pas financer cette réouverture. Les coûts de réouverture sont estimés entre 300 et 400 millions d'euros. Il y a sur le tracé de multiples passages à niveaux accidentogènes.

Les coûts annoncés étant très importants, le risque d'immobilisme sur le sujet est à craindre.

Conscient de la contrainte temporelle de remise en état de cette voie ferroviaire, les élus de la CCPAVR proposent un aménagement de cette emprise en voie verte. Ces aménagements réversibles ne sont pas incompatibles avec l'objectif de la DTA.

Le Maire de la commune de Pont-Audemer s'oppose également à cette ligne et soulève la problématique du passage des trains en centre-ville de PONT-AUDEMER et souhaite faire remarquer que cela entraîne un blocage de la circulation routière lors de l'abaissement des barrières des passages à niveaux.

Il est nécessaire de mettre en évidence que la position de Mr Le maire et celle de la communauté de communes est liées au délais possiblement très longs que serait ceux de la remise en service de la ligne ferroviaire.

La réactivation éventuelle de cette ligne provoquerait pour la SNCF une exploitation déficitaire au regard de la faiblesse de l'activité portuaire d'Honfleur.

En l'état la voie est impraticable, il faut procéder au démantèlement des équipements ferroviaires présents qu'on fasse une voie verte ou une ligne de train car le matériel n'est pas réutilisable, trop usé.

Ce sujet est un point de discussion récurrent entre les 2 présidents des intercommunalités où la CC Honfleur-Beuzeville défend la réactivation de cette ligne, que nous pouvons comprendre de leur point de vue.

La préservation des Espaces Naturels Majeurs (ENM) sur le territoire

Nous avons plusieurs sites classés RAMSAR, Natura 2000, des Espaces Naturels Sensibles, nous sommes également couverts par le Parc Naturel Régional. Nous avons un bon niveau de protection sur la préservation de nos espaces naturels. La DTA permet la préservation de nos espaces naturels.

Le maintien d'une activité agricole viable

Les élus souhaitent maintenir une activité agricole viable et nous nous opposons à l'installation de fermes photovoltaïques au sol. Nous sommes pour les panneaux photovoltaïques sur les bâtiments existants, dont agricole (nous envisageons même la possibilité d'avoir des seuils plus souple que ce que la loi impose). Cette position est en accord avec la règle 39 du SRADDET. Le développement de photovoltaïque au sol compromet le maintien de l'activité agricole car il est plus rentable pour un agriculteur de garder toute son exploitation pour installer des panneaux solaires au lieu de réellement avoir une activité agricole.